

MARCHE DU 20 AVRIL ET MEETING ÉLECTORAL DU RCD À TIZI-OUZOU

Mohcine Belabbas avance ses arguments

Le RCD a battu le rappel de ses militants pour une marche à travers les rues de Tizi-Ouzou, hier, pour la commémoration du 37^e anniversaire du Printemps amazigh, d'une part, et eu égard à la coïncidence, tenir un meeting pour les besoins de la campagne électorale, d'autre part.

Même si ce n'était pas les marées humaines du temps béni de la contestation, le RCD a réussi à mobiliser ses fidèles pour ne pas se mettre en retrait de la multitude de manifestations marquant la traditionnelle commémoration du 20 Avril. «Seul parti depuis sa création à ne jamais manquer le rendez-vous malgré les circonstances», rappelait Mohcine Belabbas au tout début de son discours venu conclure la marche qui a traversé le centre-ville de Tizi-Ouzou, le RCD ne considère pas clos le combat pour l'officialisation de tamazight, clamera le successeur de Saïd Sadi, également présent dans la foule.

Moins prolixe au sujet du combat identitaire, le président du parti étayera brièvement les raisons ayant fait que le RCD prenne part, cette fois, à la course électorale, et ce, après avoir bien pesé le pour et le contre pour finalement déduire qu'«on ne pouvait plus se permettre de boycotter seuls ces élections».

Le RCD, à travers sa participation, entend aider le pays à rompre avec ceux qui n'ont pas de solutions ou encore avec «ceux qui veulent couper court à tout espoir chez les Algériens, notamment depuis la chute des prix du pétrole».

En dehors de ceux-là, même les autres rivaux en course pour les élections du 4 mai prochain ne trouvent pas grâce aux yeux du président du RCD pour la simple et la bonne raison qu'ils n'ont pas de programme, contrairement à son parti qui, dit-il, s'est fait un devoir de dévoiler aux Algériens les solutions qu'il préconise.

Puis, à Mohcine Belabbas de s'étaler sur quelques-unes des 150 propositions de solutions que son parti compte mettre en œuvre pour venir à bout de la situation que traverse le pays. Ainsi, au cas où le RCD accède à l'APN, il proposera que l'on supprime la daïra, cette «administration budgétivore qui ne sert plus à rien», et de proposer en contrepartie que l'on érige des régions englobant deux, trois, voire quatre wilayas pour arriver plus tard à une organisation administrative du genre de celle qui a cours par exemple en

Espagne, avec des gouvernements régionaux dotés de leur propre Parlement, laissant au niveau central la défense, la monnaie et la gestion des relations internationales.

Le tourisme, avec l'exemple de la privatisation de Club-des-Pins, qui engloutit annuellement pas moins de 50 milliards de dinars pour son budget, ainsi que d'autres questions, telle celle relative à la santé ou encore la sécurité sociale, dont beaucoup d'Algériens ne peuvent en jouir, sont autant de solutions qui, de l'avis du RCD, sont à même de permettre au pays de s'en sortir.

Quoi qu'il en soit «le temps de faire des choix» est arrivé, il reste à savoir comment se comportera le RCD dans un de ses bastions



Photos : DR

Marche du RCD à Tizi-Ouzou.

lors de la consultation du 4 mai, d'autant plus que la campagne semble ne pas vouloir démarrer malgré le bon vouloir des partis et

des indépendants en lice, du moins pas de l'ampleur que ceux-ci l'espéraient.

A. M.

RAMDHANE TAÂZIBT, DIRIGEANT ET CANDIDAT DU PT À ALGER :

«Le pouvoir ne veut pas se réformer»

Au Parti des travailleurs, on fait plus que récuser l'accusation de s'être radicalisé puisqu'on retourne celle-ci contre le gouvernement qui, selon le parti que dirige Louisa Hanoune, est en train, depuis trois ans, de renoncer à nombre de ses réformes.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - «Mais c'est le gouvernement qui a changé sa politique», tonnait, hier, un membre du bureau politique et néanmoins candidat du parti à Alger dans un meeting électoral au Centre culturel Benbadis de Mohammadia, à l'est de la capitale. Et à Youcef Ramdhane Taâzibt de rappeler que le parti avait, par le passé, plus qu'applaudi, puisque ayant appuyé nombre de mesures prises par le gouvernement, citant, entre autres, la règle 51/49% régissant l'investissement étranger en Algérie, la confirmation dans leurs postes de nombreux travailleurs et fonctionnaires. Des options sur lesquelles l'exécutif renonce crescendo, appuyé qu'il est par la



Ramdhane Taâzibt.

majorité parlementaire qui a adopté des lois rétrogrades et réactionnaires, dans une nouvelle politique qui, selon l'orateur, expose le pays à de «sérieux dangers dont, selon lui, la sécurité nationale.

Pour le député sortant qui brigue à l'occa-

sion du scrutin du 4 mai prochain, son quatrième mandat parlementaire, ces élections législatives interviennent dans une conjoncture difficile empreinte certes de crises économiques et financières aiguës mais surtout d'une crise de pouvoir d'un système qui ne veut pas se réformer, exprimant les appréhensions du parti quant à l'avenir du pays. Certes, affirme Taâzibt, «beaucoup de choses ont été réalisées avec notamment un système de santé, une école et des services publics qui fonctionnent avec, il est vrai, des manques, mais on assiste ces dernières années à la remise en cause de tous ses acquis de l'indépendance».

Pour lui, la crise qu'endure le pays est devenue une sorte de «fourre-tout» pour le pouvoir afin de «justifier» ses nouvelles orientations, tournant le dos aux véritables défis qui s'imposent : «Plus de justice sociale, plus de démocratie et de développement», s'appropriant et pervertissant, au passage, toutes ses revendications de l'opposition.

M. K.

ABDELAZIZ BÉLAÏD À CHLEF :

«Ceux qui nous gouvernent adoptent une politique qui n'a rien à voir avec la réalité du terrain»

Le président du Front El-Moustakbel était dans la matinee d'hier à Chlef où il a animé un meeting au CCI de la ville dans le cadre de la campagne électorale pour la course à la députation qui aura lieu dans moins de 15 jours.

Lors de sa prise de parole devant une assistance composée des militants et des sympathisants de son parti, Abdelaziz Belaïd a évoqué les grandes lignes de sa formation politique qui se fixe comme objectif, une fois à l'hémicycle, d'œuvrer pour que des réformes profondes touchent les différents secteurs de l'économie.

Selon Belaïd Abdelaziz, le pays va à vau l'eau et soutient que «pour remédier à cette situation à laquelle sont confrontés notre pays et nos concitoyens, il faut choisir les hommes, c'est-à-dire les députés qui vous représenteront dignement au sein de la prochaine Assemblée nationale».

L'orateur ajoute pour appuyer

les candidats de sa liste que «ceux que vous allez élire doivent être propres, intègres et non entachés ni éclaboussés par des scandales liés à une quelconque mauvaise gestion. C'est vrai que par le passé, nous avions échoué en plaçant notre confiance en ceux qui ne la méritent pas. Mais cette fois-ci, ça ne sera pas le cas.

Le Front El-Moustakbel, malgré son jeune âge, comprend aujourd'hui des hommes sur lesquels vous pouvez compter».

Parlant de sa formation poli-

tique il dira : «Si El-Moustakbel a été créé, c'est tout simplement dans le but de barrer la route à ceux qui veulent s'accaparer du pouvoir en achetant, avec de l'argent qui ne leur appartient pas, les citoyens et leur dignité aussi.»

Toujours à propos du parti qu'il préside, il ajoutera : «Notre parti émerge sans la puissance de la chkara mais grâce à la volonté et à la détermination de ses militants d'où émanent nos candidats pour les prochaines législatives, des candidats que vous avez choisis, pour lesquels nous sommes aujourd'hui réunis pour les appuyer et les soutenir.»

Fustigeant le système de gouvernance, il dira : «Ceux qui nous gouvernent adoptent une politique qui n'a rien à voir avec la réalité du terrain ce qui fait que la plupart de nos concitoyens sont malheureux et misérables dans leur pays.»

Abordant le problème de l'emploi, le premier responsable d'El-Moustakbel révèle que l'année prochaine, le taux de chômage dépassera les 13% et pour éloigner ce spectre, il préconise, au



Abdelaziz Belaïd, président du Front El-Moustakbel

cas où ses candidats seront à l'APN, de ne plus compter seulement sur la recette pétrolière mais d'investir dans le développement de l'agriculture et le tourisme, des secteurs où les potentialités sont immenses.

Il n'a pas clos son allocution sans rendre hommage à tous les services de sécurité qui, dit-il, sécurisent nos frontières mais «cela ne suffit pas, il faut que la paix sociale et la stabilité politique se renforcent sur le front intérieur».

Karim O.

BLIDA

Tentative d'assassinat de la tête de liste du Parti des jeunes

Le candidat tête de liste du Parti des jeunes dans la wilaya de Blida, Mohamed-Karim Karimi, a fait l'objet, hier, à 2 h du matin, d'une tentative d'assassinat de la part de deux inconnus qui se sont dirigés vers lui armés d'armes blanches. Les deux inconnus sont descendus d'une voiture de tourisme et d'un camion petit tonnage pour attenter à sa personne.

Le candidat du Parti des jeunes a miraculeusement échappé à leur tentative d'agression mais le siège de permanence de son parti a subi des dégâts. En effet, les deux assaillants l'ont complètement dévasté.

Une enquête a été ouverte pour identifier les auteurs de cette tentative de meurtre.

M. B.